8 MAI 1937 - 2e Année - No 18 — RÉDACTION, ADMINISTRATION : 12, Rue Guersant — PRIX : 0 fr. 50

la jeune garde

Bimensuel paraissant le Jeudi

M. le Ministre de l'Intérieur
ne fera pas taire
les Jeunes révolutionnaires.

APRÈS CREIL ET PUTEAUX

Pourquoi et comment l'Entente des J. S. continue ?

Les grandes difficultés matérielles nous ont obligés à reculer la parution de ce numéro de *la Jeune Garde*. Maintenant, la Conférence Nationale des Jeunesses socialistes de Creil (30/3) et le Conseil National du Parti socialiste (S. F. I. O.) (18/4) appartiennent au passé, sans doute vite oublié.

Cependant ces deux dates ont marqué pour notre organisation une rupture, lourde de conséquences et d'enseignements pour le mouvement de la jeunesse ouvrière.

Nous avons dans une brochure (1) présenté la défense des 22 exclus, qualifiés de trotskystes et d'indisciplinés. Nous avons marqué tout le caractère politique de cette mesure qui apporte la preuve qu'il sera désormais impossible à la jeunesse au sein de la S. F. I. O., d'exprimer sa volonté de lutte, de cultiver son intelligence ouvrière et d'aiguiser sa conscience de classe.

Il était sans doute facile d'évoquer les statuts pour masquer le véritable problème politique. Mais maintenant que le Conseil National du Parti a non seulement confirmé la décision du Comité National Mixte, mais aussi appuyé celle-ci par l'exclusion des « 22 » du Parti lui-même, quel juriste osera encore nier avec une cynique hypocrisie qu'il s'agissait seulement de faire respecter une règle disciplinaire ? Et du reste, pourquoi nier, lorsqu'entre ses mains on possède tout « l'appareil » du Parti, qu'on utilise celui-ci à sa guise en foulant au pied toute démocratie ouvrière, surtout lorsque « l'appareil répressif de l'Etat bourgeois » vient renforcer les décisions qu'on a jugé utile de prendre (saisie de *la Jeune Garde* et poursuites) ?

ILS VEULENT REFORMER UNE ENTENTE DES J. S. (S.F.I.O.) DE LA SEINE

Après Clichy, les masses ouvrières réclamaient à nouveau la dissolution des ligues fascistes. On dissout alors l'Entente de la Seine des Jeunesses socialistes et on exclut les « factieux » (Paul Faure, *dixit*).

Pourtant, un « grand » Parti ne peut vivre sans avoir à ses côtés une organisation de jeunes. Aussi, après avoir détruit celle-ci, il fallait songer à en reformer une autre. Mais les jeunes sont si dangereux, les bureaucrates riches d'expériences cruelles, veulent maintenant prendre leurs précautions. Aussi tous les jeunes qui, répondant à leur appel pour la reconstitution du mouvement, se sont-ils trouvés devant une barrière peu accueillante. Tout nouvel adhérent devait signer un bulletin d'adhésion stipulant les conditions suivantes :

« Je m'engage discipliné aux décisions des Congrès des Jeunesses et du Parti Socialiste et à ne pas discuter de politique au sein de l'organisation. »

Belles promesses d'avenir ! Venez aux Jeunesses Socialistes non pas pour y faire de la politique, non pas pour apprendre, comprendre, discuter et critiquer. Tout ceci c'est le fruit défendu. Si vous y touchez, vous devrez quitter ce nouveau paradis, ou plutôt vous en serez chassés ! Mais venez aux Jeunesses Socialistes pour manifester aveuglément votre attachement au Pari, et le grand maître des exécutions Louis Lagorgette précise : « Vous devrez être attachés à la personne de vos chefs (!), voilà votre devoir. »

Voilà comment on tente de se débarrasser de toute opposition, et pour ne gêner en rien la réalisation complète de l'union sacrée, on impose le bâillon aux jeunes.

NOUS CONTINUONS NOTRE ACTION

Nous avions en une année fait de l'Entente de la Seine une organisation de jeunes, luttant sur une plateforme de classe. Nous nous étions groupés nombreux, moins nombreux, sans doute, que nos efforts auraient pu nous le faire espérer. Simplement parce que nous voulions détruire une partie des illusions qu'avait fait naître le gouvernement de Front Populaire et parce que nous exercions nos jeunes camarades à la lutte politique réelle et non pas aux divertissements qui masquent tous les dangers qui nous menacent.

Un acte bureaucratique a voulu briser notre élan. Certains ont pu se trouver découragés et penser à abandonner le combat. D'autres, craignant l'isolement et nourrissant encore certaines illusions, ont pu croire possible, malgré les conditions insupportables imposées et le manque de perspectives révolutionnaires, de réintégrer le mouvement qui les avait rejetés.

Tous ces camarades comprendront qu'il faut reprendre courage et ne rien abandonner des conceptions et des espoirs qui les portaient à l'action il n'y a encore que quelques semaines.

Notre mot d'ordre est : *Continuer*. Continuer comme par le passé malgré les poursuites policières de la Social-Démocratie et de l'Etat Bourgeois, continuer à lutter contre l'union sacrée, contre le courant de chauvinisme qui gagne la jeunesse ouvrière au fur et à mesure que l'on entretient en elle le mensonge, le conformisme et la bêtise. Continuer à lutter pour s'éduquer, pour comprendre, pour être partout où il le faut, à l'école, à l'usine, au bureau, à la caserne, le révolutionnaire conscient qui agit constamment pour entraîner dans la voie de la libération ses frères de classe.

L'Entente de la Seine continue, dans l'autonomie, puisqu'il n'y a plus de place pour les jeunes révolutionnaires au sein de la S. F. I. O.

On a cru pouvoir nous discréditer en insinuant que nous avions été au sein du mouvement les agents des troskystes ou des anarchistes (*Le Cri des Jeunes* du 1er mai), et en annonçant que dès maintenant nous avions rejoint ces organisations.

Nous ne l'avons pas fait, non pas parce que nous partageons ce mépris de réformistes et sommes solidaires des calomnies venimeuses lancées contre de sincères révolutionnaires. Si nous avons décidé de rester autonomes, c'est que nous pensons qu'il est de notre devoir de poursuivre notre propre tâche.

Nous continuons à reprocher à nos camarades J. S. R. leur sectarisme et les erreurs d'appréciation politique qu'il leur fait commettre. Nous ne sommes pas d'accord avec eux sur leurs méthodes de travail et d'organisation, particulièrement incompatibles avec les aspirations de la jeunesse.

Et ce n'est pas la situation nouvelle qui nous est faite qui a pu aplanir nos désaccords doctrinaux avec nos camarades de la J. A. C.

Nous poursuivrons notre action, en ne sous-estimant aucune des difficultés qui se présentent dès maintenant à nous, pour préparer l'unité des forces révolutionnaires, en luttant pour que le Front populaire soit un réel *Front Populaire de Combat*, en démasquant chaque jour davantage la trahison des chefs radicaux. Nous nous acheminerons ainsi vers la constitution d'un solide *Front Révolutionnaire*.

IL FAUT TRANSFORMER NOS METHODES D'ACTION

Nous voudrions que tous nos camarades comprennent que ce travail qu'il nous faut entreprendre exigera d'eux toute leur foi et leur courage.

Leur enthousiasme n'aura pas à se manifester dans le vide. Ce ne sont pas les grandes manifestations tapageuses, les discours vibrants ou les parades théâtrales qui le ranimeront. Notre enthousiasme devra se mettre au service d'un travail réel d'éducation et d'action. Travail de patience, de conquête de soi-même et de pénétration dans tous les milieux où vivent les jeunes prolétaires.

Ce n'est plus par « patriotisme de Parti ou d'organisation » qu'il faut agir. Mais simplement pour le socialisme révolutionnaire, ce qui n'a pas besoin d'être nommé, mais qui réclame des actes et des progrès constants des militants.

PERSPECTIVES

Nous avons souvent dit ce que nous pensions de la lutte de générations. Ce n'est pas parce que nous avons changé d'opinion à ce sujet que nous avons décidé de partir seuls, coupés de toute organisation adulte.

La situation nous y a obligés. C'est pourquoi, plus que jamais, il faut que nous conservions des liens étroits avec la classe ouvrière luttant sur le lieu du travail et dans ses syndicats.

Le Parti Socialiste a pu se débarrasser facilement des jeunes révolutionnaires qui gênaient sa marche constante vers la capitulation totale. Mais il reste en son sein des travailleurs qui doivent continuer comme nous la lutte et qui demain pourront participer au regroupement de toutes forces vives de la Révolution qui aspirent à la formation d'un réel Parti de classe.

Pour nous, en liaison avec les soldats, nous continuons la lutte contre *le militarisme, les deux ans et la guerre impérialiste*, en liaison avec tous les jeunes travailleurs, contre *la Pause*, contre les *trusts* et les prétentions du Patronat, pour le *contrôle ouvrier*, en liaison avec les Jeunesses Communistes Ibériques (P.O.U.M.), contre le *Blocus Assassin de la Révolution espagnole*.

Malgré et contre les Réformistes et les Bourgeois :

En avant pour la Révolution Socialiste !

(1) "Exclus ! Pourquoi ?" (Préface de M. Pivert) Prix 1 fr. Pour se la procurer écrire à L. Weitz, 12, Rue Guersant. C.C.P. 2.058-60.

SOLANGE DEMANGEL EST MORTE

La semaine dernière a vu mourir la sixième victime des fusillades de Clichy. Notre camarade Solange Demangel est, en effet, morte samedi matin à Beaujon. Blessée d'une balle à l'œil, Solange allait beaucoup mieux après des jours d'inquiétude, puis ces jours-ci la fièvre reprit et nous apprenions sa mort.

« Le Popu », honteux a consacré à notre amie un petit article. Reconnaissons que « Ce Soir » quotidien « indépendant » a eu plus de courage et il a su retracer avec émotion la vie de la courageuse militante.

Solange avait milité longtemps dans le P. C. puis constatant que les éléments révolutionnaires pouvaient travailler dans le P. S., était revenue à la « vieille » maison. Elle avait participé de toutes ses forces à l'activité des T. P. P. S. Et le soir tragique, convoquée par la dix-huitième section, elle avait, avec ses camarades essayé de sauver de la mort, les prolos blessés par les balles de la police.

Marx Dormoy a prétendu que les deux cents G. R. — lisez T. P. P. S. — avaient provoqué la police et rompu les barrages. Solange et les cinq autres camarades qui l'ont précédée dans la mort, répondent à cette assertion.

Il faut exiger, plus que jamais, la recherche des responsables si haut placés soient-ils. Il faut forger sa milice prolétarienne. C'est en tirant les conclusions politiques qui s'imposent que nous rendons hommage à Solange Demangel et que nous présentons à son fils et à son compagnon nos condoléances attristées.

Un an de Front Populaire

Mai 36 : Grande vague d'enthousiasme populaire. A la victoire électorale du Front populaire succèdent les grèves de masses.

La classe ouvrière, sans attendre le délai imparti par la « légalité républicaine » pour la constitution du gouvernement de Front populaire, est passée à l'action pour la réalisation de ses revendications immédiates.

Les classes moyennes l'épaulent avec sympathie, espérant être enfin délivrées de la tutelle des trusts.

La jeunesse prend une part active au mouvement, concrétisant ainsi son aspiration au grand renouveau social qui lui ouvrira enfin sa voie et abattra le hideux militarisme.

Ces Messieurs de la grande bourgeoisie s'attendent à l'anéantissement de leurs privilèges et se terrent, tandis que les ligues fascistes font la pause.

Le mouvement de réveil populaire gagne d'ailleurs toute l'Europe : des grèves ont lieu en Allemagne et *Le Populaire* publie des photos de manifestants de l'Europe Centrale portant comme emblèmes des portraits de Léon Blum. Un 48 prolétarien semble se dessiner, dont la réussite fera enfin régner la véritable paix entre les peuples débarrassés de leurs oppresseurs.

1er *Mai* 37 : La classe ouvrière française tient encore le pavé des grandes villes : dans d'immenses cortèges agrémentés de panneaux allégoriques, elle fête avec joie et dignité les glorieuses conquêtes que lui a valu son action directe : 40 heures, congés payés, institution des délégués d'atelier qui constitue un embryon de contrôle sur l'embauchage et le débauchage.

Nul n'a le droit de contester la valeur de ces réformes ni du renforcement de la classe ouvrière traduit par le passage de la C.G.T. réunifiée de 1 à 4 millions de membres.

Mais ce changement apparent d'atmosphère ne doit pas non plus nous enivrer et masquer à nos yeux que le rapport de forces entre opprimés et oppresseurs n'a pas été renversé.

Les 200 familles sont toujours maîtresses de l'économie nationale.

Banques et trusts ,loin d'avoir été expropriés, comme le désirait ardemment la masse des électeurs du Front populaire, ont pu, en toute liberté, tirer profit de la hausse des matières premières accélérée par la dévaluation. Ils en ont rejeté tout le poids sur les consommateurs, retirant ainsi à la classe ouvrière le bénéfice des augmentations de salaires, et rançonnant encore davantage les classes moyennes, pour mieux tenter d'exploiter leurs déceptions contre la classe ouvrière.

Leurs hommes de mains fascistes sont restés à la tête de l'« administration républicaine ».

En politique extérieure, le gouvernement s'est donné pour tâche de défendre les intérêts nationaux quels qu'ils soient (1), c'est-à-dire ceux des oligarchies économiques, ce qui l'a conduit à accélérer la militarisation de la France et en particulier de la jeunesse. Les deux ans ont été maintenus, la lecture de la presse ouvrière est toujours interdite dans les casernes, les comités de soldats sont réprimés et les officiers fascistes ont toute liberté de narguer et brimer les soldats fidèles au Front populaire. Le gouvernement projette de rendre obligatoire la préparation militaire et entretient une psychose de guerre par des manifestations d'union sacrée (14 juillet militariste, 11 novembre national, défense passive). Pour ne pas rompre avec le gouvernement anglais et certains dirigeants radicaux, agents du capitalisme international, le gouvernement a mis l'embargo sur les armées à destination de l'Espagne en proie à la rébellion fasciste, tout en laissant le fascisme international aider les rebelles, alors que, pour une fois, le droit international nous offrait la possibilité d'aider légalement nos frères de classe dans leur combat.

Enfin, faute d'avoir osé briser le mur d'argent, le gouvernement a dû faire appel au concours financier du grand capitalisme, et celui-ci n'a consenti ce concours que moyennant l'abandon des dispositions les plus efficaces du programme du Front puopulaire : grands travaux, contrôle des changes, répression de la fraude fiscale. Mais la conséquence la plus grave de cette collaboration des « occupants » du pouvoir économique est la répression à l'égard de l'action directe des masses : interdiction des occupations d'usines, institution de l'arbitrage obligatoire, saisie des journaux ouvriers (*La Jeune Garde*), emploi de la police contre les masses du Front populaire (Clichy).

(*Suite page 2*)

(1) Discours de Léon Blum à Huyghens.

A NOS LECTEURS

APRÈS UNE INTERRUPTION D'UN MOIS, « LA JEUNE GARDE » REPARAIT MALGRÉ DES DIFFICULTÉS MATÉRIELLES ACCRUES. NOUS NE POUVONS ASSURER NOS LECTEURS QUE CELLE-CI CONTINUERA SOUS LA FORME PRÉSENTE. CE QUI EST CERTAIN, C'EST QUE NOTRE JOURNAL NE DISPARAITRA PAS. IL RESTERA AU SERVICE DE LA JEUNESSE OUVRIÈRE ET DE CEUX QUI S'INTÉRESSENT A CETTE JEUNESSE. IL PERSÉVÉRERA DANS SA LUTTE CONTRE LE MILITARISME ET LA GUERRE IMPÉRIALISTE, CONTRE LE CAPITALISME ET POUR LA RÉVOLUTION SOCIALISTE. NOTRE JOURNAL CONTINUERA A ÊTRE VOTRE JOURNAL.

SOUTENEZ-LE.

ENVOYEZ VOTRE SOUSCRIPTION A L. WEITZ, 12, RUE GUERSANT. C.C.P. 2058-60.

"La Jeune Garde" saisie

Lucien WEITZ poursuivi !

Le programme du Rassemblement Populaire, ce fameux programme si souvent invoqué pour justifier l'inaction gouvernementale, prévoyait le maintien et l'élargissement des libertés démocratiques.

Le Parti Socialiste avait toujours violemment combattu les lois scélérates.

En vertu de quoi, pour la première fois depuis la guerre, un journal socialiste, le nôtre, qui était encore à ce moment celui d'une organisation officielle du Parti Socialiste, est saisi sur l'ordre du ministre de l'Intérieur socialiste du gouvernement de Front Populaire, et Lucien Weitz notre gérant, alors encore Secrétaire fédéral des Jeunesses Socialistes de la Seine, poursuivi pour « provocations de militaires à la désobéissance dans un but de propagande anarchiste ».

Contrairement à ce que d'aucuns pensent, ce n'est pas seulement notre édition extraordinaire sur les événements de Clichy, mais même notre dernier numéro ordinaire consacré à la Commune, qui ont motivé ces mesures répressives.

Cela ajoute d'ailleurs à la saveur de l'événement, car les articles incriminés de ce dernier numéro avaient été approuvés par Charles Pivert, secrétaire adulte du Comité Fédéral Mixte.

Ceci n'a d'ailleurs mis que mieux à l'aise son collègue Dufour pour se confondre en amabilités devant Monsieur Badin, commissaire chargé de la perquisition dans les bureaux de la Fédération de la Seine du Parti Socialiste et tancer vertement notre camarade qui n'avait pas eu la délicate attention d'envelopper les exemplaires saisis.

Il est vrai que ces mesures avaient été réclamées par M. Pierre Colomb, député réactionnaire dit « radical national » de Saône-et-Loire. Lorsqu'on fait appel à la confiance des banquiers on ne peut évidemment rien refuser à leurs représentants.

Renforcement des libertés démocratiques, cela signifie donc, en période de pause, licence à la presse fasciste de provoquer la classe ouvrière par le mensonge et la calomnie, mais répression contre la presse socialiste.

Lutte contre les lois scélérates, cela signifie donc pour des ministres socialistes, leur application contre des militants de leur propre parti, cela sans doute pour mieux faire la preuve expérimentale du danger qu'elles présentent !

Nous espérons que cette manifestation inouïe d'une invraisemblable conception de l'exercice du pouvoir par des ministres socialistes ouvrira enfin les yeux des militants de la base, non seulement du Parti Socialiste, mais encore de toutes les organisations prolétariennes et même simplement républicaines.

Nous avons confiance dans la volonté des masses de défendre leurs libertés ainsi directement mise en cause par leurs propres représentants et nous pensons qu'elles sauront aussi juger l'attitude d'une bureaucratie qui profite du moment où des militants sont en butte à la répression policière pour les exclure de leur organisation.

Devant cette conjonction de la répression bourgeoise et de la répression du Parti on en vient à se demander, étant donné les liens personnels entre les deux appareils, laquelle des deux a provoqué l'autre.

Jadis, lorsque Hervé fut l'objet de poursuites judiciaires pour ses articles dans le « Pioupiou de l'Yonne » et en même temps d'une demande de contrôle au sein du Parti Socialiste, Jaurès, bien qu'en désaccord avec Hervé, s'opposa de toutes ses forces à l'exclusion, se déclarant solidaire de tout militant poursuivi.

Il est vrai que Jaurès ne se serait pas donné au pouvoir la mission de défendre les « intérêts nationaux quels qu'ils soient » et qu'il était trop profondément unitaire pour admettre aucune infraction à la démocratie intérieur d'un parti encore socialiste.